

Point de vue sur les perspectives de la coopération monétaire en Asie

Entretien avec Agnès Bénassy-Quéré, Professeur à l'Université Paris X Nanterre, Conseiller scientifique au CEPII

Quel serait le périmètre pertinent pour une coopération monétaire en Asie du sud-est ?

Aujourd'hui, le périmètre pertinent est peut-être celui du groupe «ANASE+3» («ASEAN+3» en Anglais), groupe constitué des dix pays de l'ANASE (Brunei, Myanmar, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam) et de trois autres pays - Chine, Corée du sud et Japon -. Ce groupe a émergé dans les années 1990, et plus particulièrement lors de la mise en place des réunions annuelles Europe-Asie (ASEM), puis lors de la crise asiatique qui a mis en évidence le caractère inopérant des autres regroupements régionaux impliquant l'Asie – ANASE, OCEAP (APEC en Anglais) – et a suscité un certain ressentiment vis-à-vis des Etats-Unis et du FMI. L'initiative dite de Chiang Mai (du nom de la ville thaïlandaise ayant accueilli la réunion annuelle de la Banque asiatique de développement, en mai 2000) a étendu à la Chine, à la Corée et au Japon les accords de swap déjà existants entre pays de l'ANASE, et a permis de tisser un réseau d'accords bilatéraux entre banques centrales de la région. Cette initiative a également renforcé la coopération régionale, sous la forme en particulier d'échanges d'information sur les flux de capitaux. Un point important est la mise en place de forums non seulement au niveau ministériel, mais également au niveau des administrations, ce qui ouvre la voie à une certaine continuité dans la coopération. Même si ces avancées sont encore très limitées (en matières de montants engagés dans les accords monétaires et de coordination effective des politiques économiques), cette évolution est cohérente avec la dynamique de l'intégration régionale. En effet, la coopération monétaire n'a de sens qu'en complément d'une intégration économique. Or l'intégration entre pays en développement est difficile car le potentiel d'échange est limité ; elle est également plus difficile si les pays concernés sont de petite taille par rapport à d'autres pays de la région, car les gros pays constituent des pôles d'attraction pour les échanges. En bref, les pays de l'ANASE ont davantage à gagner de la coopération monétaire si celle-ci inclut des pays proches géographiquement, avancés économiquement, et/ou à fort potentiel de marché. On aboutit au trio Chine-Corée-Japon en plus du groupe ANASE.

Quel est l'intérêt de la Chine dans cette coopération ?

Les autorités chinoises ont plusieurs fois fait savoir qu'elles souhaitent libéraliser les capitaux, et donc, introduire davantage de flexibilité dans le régime de change. La coopération monétaire régionale offre une porte de sortie intéressante, la Chine pouvant trouver avantage à quitter son arrimage au dollar pour endosser un rôle monétaire central dans la région. D'un point de vue strictement économique, cependant, la Chine n'a pas d'incitation particulière à un accord monétaire régional du type système monétaire européen . En effet, une part encore importante de ses échanges est faite avec des pays hors de la zone (surtout si l'on considère HongKong comme un lieu de transit et non comme une destination finale pour les exportations chinoises). En outre, le yuan n'est pas une monnaie de réserve internationale, même s'il est de plus en plus accepté comme moyen de paiement dans les pays voisins (Cambodge, Vietnam, Mongolie, Russie...), et la Chine ne peut donc être comparée à l'Allemagne des années 1970. Pour ces deux raisons, la Chine aurait davantage intérêt, au moins dans un premier temps, à une gestion concertée des taux de change par rapport à un panier commun de devises internationales (dollar, euro, yen), qu'à un mécanisme de change autonome inspiré du SME qui ne serait envisageable qu'autour du yen.

Le yuan, plutôt que le yen, pourrait-il à terme devenir la monnaie régionale ?

La coexistence de deux leaders monétaires potentiels dans la région – le Japon et la Chine – limite les chances d'adoption pure et simple de l'une ou l'autre monnaie par l'ensemble des pays concernés ou même par un sous-groupe d'entre eux. Quant à l'unification monétaire à l'euro, elle suppose un degré élevé de coopération et un abandon de souveraineté de la part de tous les pays, y compris la Chine et le Japon. Le plus probable est donc qu'il n'y aura pas de monnaie unique régionale asiatique avant longtemps, ce qui n'empêche pas le développement d'une coopération monétaire régionale : les régimes de change dits «intermédiaires» (entre flottement pur et unification monétaire) pourraient trouver une seconde jeunesse dans la région, à condition qu'ils s'accompagnent d'une réelle coordination en amont des politiques économiques et qu'ils soient suffisamment réactifs pour permettre des ajustements de taux de change en cas de chocs asymétriques.